

Retour à la démocrature

André Payette

Volume 7, Number 3 (39), May–June 1965

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/59948ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Collectif Liberté

ISSN

0024-2020 (print)

1923-0915 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Payette, A. (1965). Retour à la démocrature. *Liberté*, 7(3), 207–210.

Retour à la démocratie

Ce soir de juin, l'année dernière à Paris, ce journaliste canadien m'apprit la grève à La Presse: "Ça bouge au Québec"! Ce n'était pas la première fois que j'entendais cela: à tous les cocktails de la Délégation Générale, quelque ange annonceur de passage le répétait. Quelques mois plus tard, rentré au pays, j'eus la première confirmation de ce fait en voyant à la télévision la publicité de Pepsi. Les semaines qui suivirent devaient m'apporter des démonstrations plus éclatantes d'évidence, à commencer par le samedi de la matraque. Mais, j'avais des souvenirs d'avant mon départ, en 1958, qui ressemblaient vaguement à cette effervescence. J'avais bien entendu dire qu'il y avait eu des élections en 1960, mais j'avais alors cru — ou avais-je mal entendu? — que le parti au pouvoir n'était plus le même. On bougeait, oui, mais dans le même sens, comme avant.

Devant mon entêtement à établir certaines correspondances, à dénoncer certaines attitudes, un autre journaliste me dit que les progrès acquis l'avaient été durement, que ça n'était pas encore le temps de la critique, que de toute façon c'était pire avant et qu'il ne fallait pas réveiller les instincts réactionnaires de certaines gens. Je me retrouvais en pleine dialectique duplesiste. En pleine *démocrature*. Car, la démocratie, c'est cela: la démocratie qui s'arrête au poll: *Terminus tout le monde débarque! Après, c'est le conducteur qui mène tout seul.* La Presse étant en grève, les ministres faisaient des déclarations et le Téléjournal prenait son air de Montréal-matin en campagne électorale.

On me répétera, bien sûr, que je ne sais voir que le mauvais côté des choses (*ce ne sera pas la première fois*), que le régime (*régime, tout de même!*) a réalisé bien des choses: qu'il y a eu le

bill 60 (*charcuté, mais c'est un premier pas*), le rapport Parent, l'opération 55, et tutti frutti! Je veux bien, mais le samedi de la matraque? et cette campagne contre l'information? et contre les journalistes? Car, c'est ici que la démocratie se révèle. Le voyage de la reine et sa sécurité, beau prétexte pour accélérer le processus, consciemment ou non. Après, c'est plus facile de continuer à gouverner quand on n'a plus dans les jambes ces journalistes qui ne veulent rien comprendre, qui veulent tout savoir et qui veulent tout dire. Et qui refusent maintenant les pots de vin par-dessus le marché?

* * *

Au lendemain du changement politique de 1960, le *Nouveau Journal* amorçait un autre changement — plus important peut-être — qui allait marquer une époque dans le domaine de l'information au Québec. Pour sauver son radeau de la concurrence, la *Presse* devait aller chercher un rédacteur en chef qui sût rallier les gens de métier qui ne songeaient qu'à quitter une atmosphère devenue intenable. On connut une période exceptionnelle qui n'allait pas durer.

Cette situation de l'information permit au journaliste de liquider l'ancien régime et de se griser de sa nouvelle liberté. Les pouvoirs publics ne manquaient pas alors de rappeler que le journaliste était un monsieur important grâce à qui l'électorat était plus éclairé, et tout le reste des louanges habituelles, clichés que l'on connaît depuis que la presse est presse. La réaction ne mit pas de temps à réagir. Jean-Louis Brouillé, s.j. devait en faire sa réputation. Puis, sous le coup de pressions plus ou moins occultes, les bailleurs de fonds lâchèrent le *Nouveau Journal* qui cessa de paraître. A peine deux ans après ce qu'on crut être la fin de la noirceur, la réaction remportait une victoire importante. Elle allait continuer.

Depuis les élections de 1962, l'atmosphère a complètement changé. Nationalisation de l'électricité? Oui, mais à quel prix? Et puis après, avouons que nous n'indiquions pas la voie.

Nous suivions celle indiquée par d'autres depuis longtemps déjà. Ce qui n'empêcha pas les éléments conservateurs de peser sur la situation et de faire des gains.

Le *Nouveau Journal* disparu, restait la *Presse* qui s'était donné une nouvelle formule, face à la concurrence. Celle-ci vidée, il fallait s'attendre à un regain de vitalité de ceux qui ne con-

naissent rien à l'information mais qui y trouvent leurs profits. Et quels profits!

Vint à point nommé la drôle de grève de la *Presse* en juin dernier. Période de repos, si l'on peut dire, qui plut à ces messieurs ministres qui n'aiment rien mieux que le silence autour de ce qu'ils considèrent secondaire, peu important, en tout cas pas essentiel. Les discours, oui, parlez-en dans les journaux, à la radio et à la télévision. Les agissements, non. Cela relève d'une stratégie globale pour le plus grand intérêt et dans le plus grand bien du peuple. Démocrature.

L'automne 1964, une date, a débuté par le samedi de la matraque. C'est la presse mondiale qui a eu tort, pas monsieur Lesage, ni monsieur Wagner. Quand on a une mission, il faut bien la remplir envers et contre tous, surtout quand les *tous* sont des non-instruits. Démocrature. La démocratie c'est embêtant, une fois pris le pouvoir! Et ce fut le tour du juge Brossard qui ne ménagea pas ses bons conseils aux journalistes, conseils qui n'avaient rien à voir avec l'objet de son rapport, mais qu'importe, quand on a une mission... Démocrature. Et puis, celui de Bona Arsenault, l'intellectuel, qui n'en finit plus de distinguer entre communisants et socialisants et gauchisants, pour mieux lancer sa grande chasse aux sorcières, comme dans le bon vieux temps, contre les gens de la radio et de la télévision, un Pat Walsh nouvelle manière, celui de l'équipe du tonnerre. Quant à Emilien Lafrance, on rirait bien, si ça n'était pas si triste, justement parce qu'il est ministre.

Ce ne sont pas les événements qui ont manqué en cet automne-là. L'affaire du Soleil, les déclarations et les contradictions de son directeur général qui, il y a quelque douze ans, souhaitait remplacer ses journalistes par des machines. Puis, l'emprisonnement de Jacques Hébert, et enfin le limogeage de Pelletier. Maintenant, tout le monde peut respirer en paix. Il est vrai que ça bouge au Québec. Soyons satisfaits. Désormais nous pourrions lire *Aujourd'hui, Québec*, et le magazine du père Brouillé. Deux publications qui n'ont d'autre intérêt que le plus grand bien de leurs chers fils lecteurs du Québec. Et puis, si ça nous tente, nous pourrions toujours militer dans les rangs du parti d'Adrien Arcand pour sauver la chrétienté. Ou bien ces enfants qui ont étudié avec le bon frère Lahaie le feront, eux. Ou bien, nous nous ferons messagers de Saint Michel avec Gilberte Mercier

pour sauver les bons vieux préjugés du passé. Ou enfin, nous pourrions réclamer avec François-Albert Angers une *campagne d'hygiène mentale des idées*, c'est-à-dire la liquidation des idées, celles-ci étant trop dangereuses. C'est bien connu depuis toujours et Duplessis.

* * *

Ces événements n'ont peut-être pas été orchestrés, ces déclarations ne proviennent sans doute pas d'un vaste centre de coordination. Mais la situation actuelle a quelque chose d'aberrant. Si certains ministres semblent vouloir oeuvrer dans un sens de progrès, ils le font — et doivent le faire — en composant largement avec les éléments conservateurs. D'autres par contre, semblent bien décidés — et bruyamment — à faire machine arrière, la *révolution* n'ayant pas été à leur goût assez *tranquille*. Mais là n'est pas toute la question. Il y a démocratie, néo-duplessisme ou contre-révolution-tranquille, parce qu'on s'acharne à baigner les moyens d'information, d'une manière ou d'une autre, à empêcher les journalistes de faire *tout* leur métier, et à minimiser publiquement l'importance de certains événements en discréditant — sinon en ridiculisant — de façon systématique presse et journalistes. Certain discours du premier ministre sur l'apprentissage nécessaire de la liberté par les journalistes rappelle certains sermons de pères supérieurs, certains discours d'inaugurations de ponts et d'écoles, dont le ton relève d'un paternalisme certain qui n'est pour le moins plus à la mode. Lorsque en outre le premier ministre se mêle d'indiquer à la presse un ordre de grandeur des problèmes et des événements, il se mêle de ce qui ne le regarde pas. Et lorsque il va jusqu'à qualifier d'insignifiant le suicide de Gilles Legault, à dire "qu'il y a toujours un bout de faire un scandale avec un gars qui se pend avec sa courroie de béquille", "d'arrêter de faire des huit colonnes avec un gars qui se pend à Bordeaux", "d'avoir une perspective un peu plus élevée pour voir les problèmes dans leur véritable ordre de grandeur", il nous donne raison.

André PAYETTE